

Convention collective d'arrondissement

IDCC : 1573. – **INDUSTRIES METALLURGIQUES, MECANIKES
ET CONNEXES DE BEAUVAIS-CLERMONT**

(15 décembre 1989)

(Etendue par arrêté du 30 juillet 1990,
Journal officiel du 4 août 1990)

AVENANT DU 12 MAI 2005

RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES

AU 1^{ER} JUIN 2005

NOR : ASET0551334M

IDCC : 1573

Entre :

L'UIMM Oise,

D'une part, et

La CFDT ;

La CFTC ;

La CGT-Force ouvrière,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent accord relatif aux salaires minima s'inscrit dans une démarche volontaire des organisations signataires qui, dans le cadre de la création au 1^{er} janvier 2005 de l'UIMM Oise et de la coexistence de deux conventions collectives de la métallurgie dans l'Oise, décident de s'engager sur ce qui suit :

Une convention collective de la métallurgie de l'Oise

Les signataires affirment leur volonté d'élaborer à l'horizon 2008 une convention collective unique pour le département de l'Oise.

Ils attacheront une attention particulière à ce qu'un régime de prévoyance bénéficie à l'ensemble des salariés de la métallurgie de l'Oise dans les conditions fixées par l'accord national du 26 février 2003 sur la sécurité et la santé au travail.

Les rémunérations minimales

Vu l'écart important existant entre les valeurs de point de Beauvais-Clermont et de la vallée de l'Oise (2003), les grilles de rémunérations minimales hiérarchiques seront progressivement rapprochées pour aboutir à une même valeur de point au 1^{er} janvier 2008.

Elles sont fixées sous une forme pluriannuelle dans le présent avenant, aux échéances suivantes : juin 2005, janvier 2006, janvier 2007 et janvier 2008.

L'harmonisation des RAG et GRE sera recherchée dans les meilleurs délais.

Les parties affirment ainsi leur volonté de concrétiser, à échéance raisonnable, l'harmonisation des dispositions conventionnelles propres à la métallurgie de l'Oise.

Article 1^{er}

Les rémunérations minimales hiérarchiques des salariés ouvriers, administratifs et agents de maîtrise, employés dans les entreprises de la métallurgie de la région de Beauvais-Clermont entrant dans le champ d'application de la convention collective du 15 décembre 1989, sont déterminées sur la base d'une nouvelle valeur de point, base 151,67 heures, pour un horaire hebdomadaire de 35 heures de travail effectif, de 4,58 € au 1^{er} juin 2005.

Les rémunérations minimales hiérarchiques étant fixées pour une durée mensuelle de travail de 151,67 heures, leurs montants doivent être adaptés proportionnellement à l'horaire de travail effectif.

Ces rémunérations minimales hiérarchiques, servant de base de calcul aux primes d'ancienneté, sont annexées au présent avenant (annexe I).

Elles tiennent compte des majorations de 7 % pour les agents de maîtrise d'atelier et de 5 % pour les ouvriers, en application de l'accord du 18 juillet 1980 complétant la convention collective.

Conformément à l'engagement pluriannuel affirmé dans le préambule du présent avenant, la valeur de point sera fixée comme suit aux échéances retenues :

- 4,60 € au 1^{er} janvier 2006 ;
- 4,62 € au 1^{er} janvier 2007 ;
- 4,64 € au 1^{er} janvier 2008.

Article 2

La prime de panier, prévue par l'article 32 des « Clauses générales » de la convention collective de la métallurgie du Beauvaisis, est fixée à 6,66 € au 1^{er} juin 2005.

Elle sera fixée :

- à 6,69 € au 1^{er} janvier 2006 ;
- à 6,72 € au 1^{er} janvier 2007 ;
- 6,75 € au 1^{er} janvier 2008.

Article 3

Les rémunérations annuelles garanties instituées par avenant du 4 décembre 1992 à ladite convention, et applicables aux salariés ouvriers, administratifs et agents de maîtrise des entreprises relevant de la convention

collective des industries métallurgiques, mécaniques et connexes de la région de Beauvais-Clermont, sont revalorisées à compter de l'année 2005. Elles constituent la rémunération brute au-dessous de laquelle ne pourra être rémunéré aucun salarié adulte travaillant normalement, sous réserve des conditions spéciales concernant les jeunes mensuels âgés de moins de 18 ans, et les salariés d'une aptitude physique réduite. Elles ne s'appliquent pas aux travailleurs à domicile.

Les barèmes institués sur la base de 151,67 heures pour un horaire hebdomadaire de travail effectif de 35 heures (annexe II) seront adaptés en fonction de l'horaire de travail effectif.

Les valeurs de RAG seront calculées *pro rata temporis* en cas d'embauchage, de départ ou de changement de classement, intervenant en cours d'année, ou en cas de suspension du contrat de travail, pour quelque cause que ce soit.

Article 4

Pour la vérification de l'application de la RAG, il sera tenu compte de tous les éléments bruts de salaire quelles qu'en soient la nature et la périodicité, c'est-à-dire de toutes sommes brutes figurant sur les bulletins de paie et supportant des cotisations, en vertu de la législation de la sécurité sociale, à l'exception :

- de la prime d'ancienneté prévue par l'article 14 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie du Beauvaisis ;
- des sommes versées au titre de l'intéressement des salariés et de la participation des salariés aux résultats des entreprises ;
- des sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale ;
- des majorations pour travaux pénibles, dangereux, insalubres, prévues par l'article 17 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie du Beauvaisis ;
- et des primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole.

Les sommes qui sont éventuellement versées par l'entreprise pendant les périodes de suspension (ex : complément maladie) sont exclues de l'assiette de vérification.

En fin d'année, l'employeur vérifiera que le montant total des salaires bruts définis ci-dessus aura bien été au moins égal au montant de la rémunération annuelle garantie fixée pour l'année considérée.

Au cas où cette vérification ferait apparaître qu'un salarié n'a pas entièrement bénéficié de la RAG à laquelle il a droit au titre de cette année, l'employeur lui en versera le complément en vue d'apurer son compte - dans les meilleurs délais.

L'employeur informera le comité d'établissement ou, à défaut, les délégués du personnel, du nombre de salariés ayant bénéficié d'un apurement de fin d'année. Les mêmes éléments d'information seront communiqués aux délégués syndicaux.

Article 5

Le présent avenant sera déposé, par l'UIMM Oise Beauvais-Clermont, à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, et au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de Beauvais, conformément aux dispositions légales, et fera l'objet d'une procédure d'extension.

Fait à Beauvais, le 12 mai 2005.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE I

Barème des rémunérations minimales hiérarchiques applicable à compter du 1^{er} juin 2005

Base 151,67 heures par mois (35 heures par semaine)

Valeur du point : 4,58 €

(En euros.)

NIV.	ÉCH.	COEF.	OUVRIER	ADM. et techn.	AGENT de maîtrise	AGENT de maîtrise d'atelier
I	1	140	O 1 673,26	641,20		
	2	145	O 2 697,31	664,10		
	3	155	O 3 745,40	709,90		
II	1	170	P 1 817,53	778,60		
	2	180		824,40		
	3	190	P 2 913,71	870,20		
III	1	215	P 3 1 033,94	984,70	AM 1 984,70	AM 1 1 053,63
	2	225		1 030,50		
	3	240	TA 1 1 154,16	1 099,20	AM 2 1 099,20	AM 2 1 176,14
IV	1	255	TA 2 1 226,30	1 167,90	AM 3 1 167,90	AM 3 1 249,65
	2	270	TA 3 1 298,43	1 236,60		
	3	285	TA 4 1 370,57	1 305,30	AM 4 1 305,30	AM 4 1 396,67
V	1	305		1 396,90	AM 5 1 396,90	AM 5 1 494,68
	2	335		1 534,30	AM 6 1 534,30	AM 6 1 641,70
	3	365		1 671,70	AM 7 1 671,70	AM 7 1 788,72
	3	395		1 809,10	AM7 1 809,10	AM3 1 935,74

ANNEXE II

Barème des rémunérations annuelles garanties Ouvriers - ATAM applicable à compter de l'année 2005

Base 151,67 heures par mois (35 heures par semaine)

(En euros.)

COEFFICIENT	OUVRIERS + ATAM
140	14 100
145	14 120
155	14 140
170	14 250
180	14 270
190	14 300
215	14 800
225	15 000
240	15 700
255	16 250
270	16 990
285	18 130
305	19 190
335	21 570
365	23 200
395	24 850